

DU BON USAGE DES SITES HISTORIQUES

Si les Occidentaux inventoriaient leurs biens culturels, tous les cinquante ans, ils constateraient à chaque recensement qu'il subsiste seulement la moitié des biens enregistrés lors du recensement précédent. La courbe de cette dilapidation semble asymptotique mais, comme il faut compter par unités, nous sommes très proches du point fatal; bien entendu, la perte de tant de documents de civilisation est irréversible. Pourtant, jamais l'humanité n'a consacré comme aujourd'hui tant d'efforts à interroger son passé et à déterrer les traces les plus anciennes de son apparition; serait-elle, rêveur collectif, en train de revivre d'un coup son histoire avant de s'anéantir?

Heureusement, les historiens et les conservateurs de musée ne sont plus les seuls à s'émouvoir. En quelques années — une dizaine peut-être — la sensibilité de la population a commencé à valoriser les œuvres, les constructions, les objets anciens. La dégradation de la vie urbaine et la basse qualité de l'architecture édiflée par les spéculateurs ne sont pas pour rien dans cette découverte des lieux historiques. Il y entre, en effet, beaucoup de nostalgie, surtout chez ceux qui, ne pouvant quitter la ville, investissent leur désir d'évasion dans l'image de la maison traditionnelle. Pour ceux, au contraire, qui disposent de moyens, l'achat de quelque demeure antique relève souvent du snobisme — snobisme utile, pour une fois, s'il assure la survie d'un bâtiment menacé. Mais, comme ces constructions ne sont pas, le plus souvent, utilisables telles quelles, il faut les restaurer, les équiper, les adapter. C'est ici que les choses se gâtent: selon quels critères va-t-on intervenir?

La demande de maisons anciennes a créé un marché qui les a fait glisser de l'état de témoin à celui de produit. Réintégrées dans le circuit économique, elles y sont souvent traitées avec la même désinvolture déréalisante que tout autre élément de la chaîne consommatrice. L'existence de ce marché a incité nombre d'architectes et d'entrepreneurs à étendre leur activité aux vieilles bâtisses,

avec des résultats souvent catastrophiques.

Car il faut bien se rendre compte que l'engouement pour les édifices anciens ne constitue nullement, par lui-même, la garantie de leur survie. Tout au plus offre-t-il une chance de survie, qu'il s'agit de saisir. Par conséquent, l'intérêt dont la population semble faire preuve — pour combien de temps? — à l'égard de ce patrimoine ne deviendra une force déterminante que lorsque l'attitude commune à l'égard des traces de l'histoire dépassera le stade affectif qui la caractérise encore.

Le but de ce cahier de *Vie des Arts* serait atteint si le lecteur de bonne volonté se rendait compte, ne fût-ce qu'en le parcourant, de la variété et de la complexité des problèmes posés par les sites dits historiques. La première notion dont il faut acquérir la conscience, c'est que, dans ce domaine aussi, l'improvisation est irresponsable. On ne peut agir valablement sur un bâtiment digne d'être conservé sans avoir pris un certain nombre de précautions méthodologiques, faute de quoi l'on risque de le transformer en sa propre caricature. On ne peut pas davantage proposer un programme d'action pour un site quelconque sans connaître les forces qui ont constitué ce site et les mécanismes qui agissent aujourd'hui sur lui. Toute autre approche relève de l'incompétence, du cynisme ou de la magie.

Car la restauration des édifices, l'animation de l'architecture ancienne et l'insertion de bâtisses neuves dans un ensemble historique ne forment pas, d'abord, un problème technique, mais bien un problème culturel (au sens le plus large). L'approche empirique ou pragmatique, encore si répandue, consiste avant tout à faire confiance au goût et à intervenir au moyen de mesures sectorielles, assimilables à des recettes, hors de tout souci de cohérence sur le plan de la théorie (ne parlons même pas de mise à jour des idées!). Si l'on tient pour vrai, comme l'observe Edward H. Carr, que la primauté du pratique sur le théorique est un trait distinctif de la pensée conservatrice, l'absence de ligne directrice constitue

le plus sûr moyen de se tromper faute de réflexion sur les fondements d'une décision et sur la légitimité des principes qui la sous-tendent, on s'expose à agir seulement en vertu de ce qui va de soi (ainsi, pour la plupart des gens, restaurer un bâtiment consiste à le ramener à son état primitif).

Or là, pas plus qu'ailleurs, rien ne va de soi. Il n'y a pas de restauration, de réanimation ou d'insertion naturelle: derrière chaque attitude, à la racine de chaque projet d'intervention se situent nécessairement des choix, généralement inconscients, que la connaissance de la théorie et de son histoire permettent d'expliquer. En dernière analyse, ces choix sont de nature philosophique, car ils supposent un système de valeur. Que le Québec forme un cas différent de la Grèce ou du Sénégal n'y change rien: pour être médecin au Québec, il faut commencer par apprendre la médecine tout court. Même si l'on ne restaure pas un four à pain comme Chartres ou S. Carlino, il s'agit d'une différence de degré, non de nature: problème moins complexe, mais qui mérite d'être posé tout aussi correctement.

Cela ne signifie pas, cependant, que le souci d'une démarche coordonnée et comme transparente permette de lever d'un coup toutes les difficultés. D'abord, parce qu'il n'y a pas qu'une théorie, mais au moins quatre principales, échelonnées sur un siècle: stylistique, historique, scientifique et critique; les résultats seront très différents selon qu'on adoptera telle ou telle d'entre elles, et l'on trouve aujourd'hui des tenants des quatre écoles, bien que chacune soit issue d'une critique serrée des prémisses et surtout des effets de la précédente. Ensuite, parce que la théorie ne doit pas tant être connue que digérée et vérifiée par son application; en d'autres termes, une théorie s'avère féconde si elle est capable de guider l'approche de l'objet architectural afin de rendre justice à son identité: dans cette optique, il n'y a que des cas particuliers.

Le lecteur s'apercevra rapidement que notre ambition, en préparant ce cahier de *Vie des Arts*, n'était pas de présenter l'état des problèmes québécois en matière de sites historiques (il y faudrait un copieux dossier), mais simplement d'inciter à la réflexion par l'analyse d'exemples à la fois concrets, actuels et révélateurs. Bien que chaque article ne cherche qu'à formuler, en termes accessibles à tous, les divers aspects d'une question limitée, il pourrait se dégager de l'ensemble, parce qu'il couvre un assez vaste champ, quelques linéaments d'une problématique générale.

Restaurer suppose une connaissance étendue de l'objet sur lequel on intervient. Avant toute action, il importe de procéder à une double lecture: historique et descriptive. La première s'applique à reconstituer le devenir

du bâtiment depuis les circonstances de son édification, à connaître les fonctions qui l'ont traversé et les changements qu'elles ont entraînés dans son aménagement, à identifier ses modèles ou la tradition dans laquelle il s'inscrit, à rassembler son iconographie ainsi que les renseignements des archives et du cadastre qui le concernent.

L'autre lecture s'attache à la bâtisse telle qu'elle nous est parvenue, en dresse le relevé minutieux, constate l'état de sa structure, procède à des sondages, enquête sur l'origine de ses matériaux et sur les modes de leur mise en œuvre. La contribution de Laszlo Demeter touche un aspect essentiel de la maison traditionnelle au Québec: sa charpente. Jusqu'ici, les divers auteurs l'ont simplement décrite en tant qu'assemblage de pièces de bois, sans essayer de comprendre comment les différents éléments travaillaient; or, les dimensions et la disposition des poutres répondent à une logique interne dont l'existence même semble avoir échappé aux historiens. On saisira l'importance particulière que revêt la connaissance exacte des forces en jeu dans une ossature et de leur résultante sur les murs eux-mêmes si l'on se souvient que la quasi-totalité de l'architecture du Québec est couverte en bois et non pas voûtée en pierre ou en brique.

Notre cahier ne traite que ces deux aspects de la restauration et laisse de côté aussi bien les considérations techniques que les dissertations touchant les principes (les unes et les autres hors de propos dans cette revue). Il n'est peut-être pas inutile, toutefois, de signaler au passage quelques-uns des points sur lesquels un accord à peu près général s'est établi, parce qu'ils se sont dégagés d'une pratique maintenant séculaire.

Comme nous l'avons dit plus haut, l'idée de restauration évoque généralement, chez le profane, un retour de l'édifice à son état original. Malheureusement, le temps n'a pas de marche arrière. Même si l'on croit restituer, sur la foi de documents certains, l'aspect initial d'une construction, il faut bien se rendre compte que l'on ne fait qu'ajouter un nième état à une série d'états antérieurs: notre intervention reste, nécessairement, actuelle, parce qu'il nous est impossible de quitter la culture en vertu de laquelle nous agissons; que le résultat ressemble à s'y méprendre à l'état premier ne rachète pas le caractère anachronique de l'opération. Cette réflexion et d'autres encore ont incité les théoriciens à respecter les bâtiments tels qu'ils nous sont parvenus, en d'autres termes à ne pas effacer les traces du temps. Principe cardinal, qui ne doit pourtant pas conduire au fétichisme du dernier état: il est licite d'éliminer les adjonctions dégradantes (mais l'on peut souvent hésiter sur leur

nature, comme pour la tour du château Ramezay, à Montréal). De ce point de vue, la reconstitution de la place Royale, à Québec, apparaît comme une plaisanterie coûteuse et dépourvue de toute justification autre que touristico-folklorique.

La règle du minimum d'intervention relaie la précédente: il serait absurde de ne pas réparer des toitures crevées sous le prétexte ruskinien que toute architecture est condamnée à la ruine; cependant, il sied de dénoncer comme tels, avec discrétion, les éléments neufs. A la limite, l'idéal n'est pas de restaurer, mais de consolider et d'entretenir.

La restauration n'a trait qu'à l'architecture comme entité physique (murs, toits, décor éventuel, etc.): elle concerne l'enveloppe, le contenant. Or, l'architecture est aussi (beaucoup disent: surtout, et d'aucuns: exclusivement) contenu: usage, fonctions, processus. Une bâtisse ancienne restaurée doit retrouver une vie quotidienne, faute de quoi la voilà condamnée à rester coquille vide ou musée, ce qui souvent revient au même. Mais cette exigence peut entrer en conflit avec le but même de la restauration, qui est de conserver un témoignage avec le minimum d'altération. Il faut alors jouer dialectiquement les valeurs de la durée contre celles du transitoire pour déboucher sur une solution qui assure à la fois le fonctionnement de l'édifice et le maintien de son intégrité.

C'est là tout le problème de la fonction compatible. Par bonheur, les bâtiments anciens (et surtout, paradoxalement, ceux qui relèvent de la poétique néo-classique, c'est-à-dire les plus rigides) admettent une variété de fonctions que l'on ne soupçonne pas au premier abord. Ce que voyant, beaucoup de très jeunes architectes voudraient privilégier très largement l'usage aux dépens de la conservation: Versailles transformé en HLM ou telle église désaffectée bondée de bureaux jusqu'aux tuiles constituent toutefois des propositions extrémistes; on trouve à Léningrad un temple luthérien polémiquement transformé en piscine. Il faut, en effet, distinguer: à moins d'être un aspirant vandale, on n'injecte pas le même contenu dans un entrepôt et dans une salle de théâtre, parce qu'il y a lieu de tenir compte des aptitudes symboliques de l'objet considéré, en plus de sa capacité purement physique d'admettre telle ou telle fonction. La compatibilité ne découle pas du cubage utile ou de la rentabilité: c'est une notion d'ordre sémantique.

En outre, toutes les bâtisses anciennes ne se valent pas: le plus total respect s'impose pour Vierzehnheiligen¹, absolu de l'expression architecturale, mais je puis me permettre une certaine désinvolture à l'égard de telle prison sans caractère, ayant pour seul mérite d'être

solidé. Dans certains cas, les qualités intrinsèques du bâtiment priment; dans d'autres, le nouvel emploi peut l'emporter. Néanmoins, une foule de raisons militent en faveur d'un principe d'action qui restreigne la liberté de l'architecte: celui de la réversibilité des interventions. Nous ne nous sentons plus le droit d'imposer une marque indélébile aux constructions que l'histoire a charriées jusqu'à nous en vertu du plus parfait hasard: nous percevons trop leur fragilité, que nous ne voulons pas compromettre davantage, et nous refusons de compliquer la tâche de nos successeurs, qui devront défaire à leur tour ce que nous avons fait.

Restauration et réanimation se rapportaient jusqu'ici à des constructions considérées en elles-mêmes. On les retrouve, à une échelle beaucoup plus vaste, au plan des ensembles — villages et quartiers anciens. L'ensemble vaut comme tel, indépendamment de la qualité des éléments qui le composent; il connaît ses propres problèmes, inhérents aux mécanismes économiques. Les centres urbains que nous jugeons dignes de protection peuvent se répartir, grosso modo, en deux grands types: d'un côté, les centres actifs, qui n'ont pas cessé de constituer le cœur de la ville; de l'autre, les centres fossiles, que les affaires ont désertés pour un quartier plus favorable. Dans le premier cas, il ne subsiste guère d'ancien que le tracé des rues et, parfois, quelques édifices de prestige; dans le second, c'est tout le tissu qui peut s'être conservé, mais souvent dans un triste état.

Les villes nord-américaines présentent les deux types, avec une prédominance du premier. En maints endroits, les opérations de rénovation urbaine y ont été menées à une échelle et avec des moyens tels que le nouveau centre a perdu tout rapport avec celui qui l'avait précédé sur le même site. L'idéologie de l'expansion n'épargnait pas le moindre vestige architectural, exception faite, parfois, de quelque église soigneusement rafraîchie (et dans son nouveau milieu, elle avait l'air aussi incongru qu'un accent circonflexe égaré sur une consonne). En revanche, les zones délaissées par la banque et le commerce se sont rapidement vidées de leur population, tandis que, faute d'entretien, leurs immeubles ont commencé à disparaître, pour faire place à des terrains vagues ou de stationnement.

Le Vieux Montréal relève de ce dernier type; il forme le quartier ancien le plus étendu et le plus important de tout le Canada; le tracé de ses rues remonte, pour l'essentiel, au début du XVIII^e siècle; sa partie est, en dépit des incendies, date du début du XIX^e siècle; sa moitié occidentale, des années 1860-1900. 78
Plusieurs études ont déjà été élaborées pour tenter de réintroduire ce secteur parmi les

zones actives de l'agglomération en lui rendant un rôle urbain. Le tissu n'est pas homogène, ni architecturalement, ni par ses activités. Pour l'heure, la seule mesure prise a consisté à congeler la situation présente au moyen d'un règlement.

La proposition d'Anca Hanganu a le mérite de ne pas se limiter aux façades et de refuser la conservation sous forme de musée: elle pose avec franchise le problème de fond, en faisant dépendre la survie du Vieux Montréal de son usage planifié. Car il ne suffit pas de boucher les trous avec des bâtisses modernes et d'appeler de ses vœux population et commerce de détail (cela revient à poser le problème de la poule et de l'œuf). Il faut introduire de nouvelles fonctions dans le quartier ancien, mais sans qu'elles échappent au contrôle. Le danger principal d'une opération de ce genre, c'est en effet que le dynamisme économique auquel on fait appel risque de détruire ou du moins de dénaturer gravement ce que l'on cherchait à revigorer. Il est donc capital de ne pas perdre de vue que certains quartiers anciens se sont conservés précisément parce qu'ils étaient sortis du circuit économique et qu'une réanimation mal dosée risque par conséquent de les achever.

Celui qui visite la région sud-ouest du Vieux Montréal est frappé par l'ampleur des destructions récentes, qui font ressembler ce coin à une ville bombardée. On peut regretter cette situation, mais il est plus sage d'en tirer parti: si l'on considère ces vides comme riches de potentialités, il se dessine alors des parcours imprévus que l'on pourrait accommoder pour les piétons et où se localiseraient aisément des activités inédites. Il n'en reste pas moins que le Vieux Montréal se distingue du reste de la ville par son aspect compact. On pourrait même parler, pour la section de ses rues, de caractère européen. Il n'est donc pas question de laisser béants tous les emplacements où les bâtiments ont disparu, puisque ces lacunes rompent un discours fondé sur la continuité. Comment s'y prendre, dès lors, pour procéder au *plombage* de tant de trous? Comme dans le cas de la restauration, le profane a son idée sur ce point: il faut reconstruire *dans le style*.

Solution, pourtant, que tout architecte responsable refusera, parce que les langues architecturales anciennes appartiennent à des cycles désormais clos et qu'essayer de les parler équivaldrait à un abus de confiance. En principe, ce sont donc des organismes modernes qui viendront prendre place entre deux bâtisses anciennes. Ceux qui s'effraient encore de cette solution s'en font souvent une idée simpliste, alors que l'architecture contemporaine ne se réduit plus à l'emploi du verre et de l'aluminium: elle s'est assez diversifiée pour répondre aux exigences des quartiers anciens

sans rien perdre de ses qualités propres. On objectera sans doute que les bons exemples d'insertion moderne sont rares. C'est exact: on devrait même dire qu'ils sont rarissimes. Il n'y a toutefois pas d'autre voie praticable.

Si étrange que cela puisse paraître, l'insertion ne se propose pas, d'abord, comme un problème de façade; réussie, elle suppose une approche qui considère le quartier tout entier, parce qu'elle présume la connaissance de ses besoins. La meilleure insertion sera celle qui place en son juste lieu la fonction la mieux appropriée; à ce moment, seulement, les aspects formels entrent en ligne de compte.

Il vient d'être implicitement question de planification, mot qui est déjà apparu dans cette note introductive. Le sort de l'architecture ancienne et l'intégrité des ensembles dépendent sans doute de la législation en vigueur, mais plus encore de la mentalité de ceux qui l'appliquent. En régime d'économie libérale, il a fallu un long, très long effort pour lier tant soit peu les mains aux spéculateurs dans les sites dits historiques. Encore les plans directeurs sont-ils souvent dépourvus de caractère contraignant. Il importe maintenant de passer de ces mesures purement indicatives à quelque chose de plus déterminé. Car il y a planification et planification: les plans d'urbanisme ne valent que ce que valent leurs objectifs. Si une politique de prestige inconsidéré tend purement et simplement à livrer la ville au capital, toute protection s'avère illusoire: les arguments non quantifiables des défenseurs de l'ancien, même s'ils ne se cantonnent pas dans une attitude passive, se brisent contre les barages de chiffres des prétendus réalistes. Dialogue de sourds entre la valeur d'échange et la valeur d'usage, peut-être dû au fait que la ville moderne a perdu le sens du long terme.

De plus en plus, par bonheur, les citoyens s'organisent. La notion de protection active entre progressivement dans les têtes. On se rend compte, aussi, que la conservation n'est pas un problème à résoudre à part, pour soi.

Pourtant, malgré les progrès considérables de ces dernières années, il reste encore à acquérir une notion fondamentale: celle d'une planification fondée sur les biens culturels. Lancée en 1969 au congrès d'Italia Nostra, elle a paru folle, parce qu'elle subordonnait toute intervention à un critère de qualité. Personne ne croyait que l'on pourrait, un jour prochain, faire prévaloir la conservation sur l'économique, c'est-à-dire cesser de sacrifier le permanent au transitoire. C'est l'ordre des priorités qu'il faut renverser, si l'on veut vraiment un aménagement qui assure la répartition optimum des activités et des échanges en fonction des ressources et *en faveur de la population*, sans faire disparaître certaines dimensions essentielles à notre sensibilité. 79